

Grain de Sable n° 522

3 août 2005

LE GDS PART EN VACANCES

… et revient le premier mercredi de septembre. En attendant, vous pouvez nous retrouver aux Chemins de découverte à Châtellerault du 20 au 22 août et à la sixième Université d'été d'Attac du 26 au 30 août à Poitiers.

http://www.france.attac.org/r683
http://www.france.attac.org/r681

Dans ce numéro

1.-L'EUROPE DES CITOYENS SE CONSTRUIT !

Forum social en Allemagne (Erfurt, 21-24 juillet 2005)

Située près de la ville de Weimar, la capitale du Land de Thuringe (2,5 millions d'habitants) a accueilli la première édition nationale d'un Forum social en Allemagne.

2.-L'ERE WOLFENSOHN A LA BANQUE MONDIALE : UNE DECENNIE DE CONTRADICTIONS.

Texte : Walden Bello et Shalmali Guttal
Avec tout le tintamarre causé par la désignation de Paul Wolfowitz comme son successeur, la réputation du président sortant de la Banque Mondiale James Wolfensohn concernant sa direction de la Banque a jusqu'ici échappé à tout examen sérieux.

1 - L'EUROPE DES CITOYENS SE CONSTRUIT !

Forum social en Allemagne (Erfurt, 21-24 juillet 2005)

Située près de la ville de Weimar, la capitale du Land de Thuringe (2,5 millions d'habitants) a accueilli la première édition nationale d'un Forum social en Allemagne.
Plus de 3 000 participants issus d'associations (dont Attac Allemagne), de syndicats, de mouvements pour la paix, de forums sociaux locaux, d'associations de l'économie solidaire, de mouvements issus de l'immigration, d'ONGs de solidarité et de revues ont participé à l'événement. Des représentants d'organisations et de mouvements sociaux européens et mondiaux (Belgique, Brésil, France, Grèce, Hongrie, Roumanie, Russie) se sont également joints aux travaux du Forum (voir également l'intervention de Jacques Nikonoff, disponible sur le site d'Attac France http://www.france.attac.org/a5285).
Séminaires, ateliers pratiques et rencontres stratégiques ont nourri ces quatre journées de débats intenses et productifs. Les questions sociales et celles liées au monde du travail ont alimenté l'essentiel des activités des séminaires même si l'ensemble des sujets qui traverse le mouvement altermondialiste en Allemagne (comme le thème de l'Europe) était à l'ordre du jour des discussions. Ce Forum social s'est ancré dans les préoccupations quotidiennes des allemands.
Il a parfaitement illustré les axes forts des problématiques historiquement traitées en Allemagne par les mouvements d'émancipation. En effet, les questions liées à l'écologie, à l'énergie, au nucléaire, aux rapports entre l'environnement et la transformation sociale, sont bien plus prégnantes et avancées dans la réflexion collective que dans les mouvements français. Ces clés d'analyse apparaissent comme essentielles dans les processus d'élaboration d'alternatives aux politiques néolibérales. Cela constitue un apport certain pour le mouvement altermondialiste en Europe.
Ce Forum a aussi marqué une évolution dans l'analyse. En effet, jusqu'ici, la critique du mouvement altermondialiste se concentrait sur les effets néfastes de la mondialisation néolibérale. C'est aujourd'hui le capitalisme en tant que tel qui est interrogé par beaucoup d'acteurs. Ce changement s'explique par le récent retour de la critique du « capitalisme » comme « sujet » politique. Les débats lancés par le président du parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), Monsieur Müntefering, à l'intérieur de sa formation y ont largement contribué même s'ils ont été accompagnés d'une forte accélération de «réformes» libérales de la part du gouvernement Schröder !
Il a également constitué une nouvelle étape dans le développement d'un large mouvement de résistance aux politiques néolibérales en Allemagne. Il a été le vecteur d'un renforcement des relations entre les syndicats et les mouvements sociaux et citoyens. Trois des quatre centrales allemandes s'y sont activement associées : le syndicat unifié des services (ver.di), le premier syndicat industriel (IGmetall) et le syndicat des secteurs de la construction, de l'agriculture et de l'environnement (IG B.A.U). Il s'agit pour ces dernières d'un choix politique fort dans le cadre d'une stratégie visant à redéfinir les termes de leur alliance historique avec la sociale démocratie.
L'émergence de ces nouvelles convergences n'efface pas un certain nombre de problèmes persistants. Beaucoup de militants reprochent toujours aux directions syndicales le manque de soutien dont ils ont souffert lors du grand mouvement des «manifestations du lundi» en 2004. De leur côté, les syndicats ont réaffirmé leur profond scepticisme concernant une revendication largement partagée au sein du mouvement altermondialiste allemand (dont Attac) : le revenu minimum d'existence.
Cette première édition n'a pas non plus permis d'obtenir un saut qualitatif dans la construction de rapports plus étroits entre, d'un côté, les syndicats et les mouvements impliqués contre l'agenda 2010 du gouvernement Schröder, et de l'autre, ces mêmes syndicats et les ONG de solidarité, environnementalistes et sociales. Certaines d'entre elles, d'une sensibilité traditionnellement favorable à la coalition gouvernementale n'ont pas réellement participé à l'événement.

Une assemblée des mouvements sociaux s'est tenue après la clôture du Forum. Réunissant 200 participants, elle a adopté une déclaration fixant des thèmes de campagne et un calendrier de mobilisation communs.

(Voir:
http://www.sozialforum2005.de/fix/Sozialforum_in_Deutschland-Erklaerung_der_Versammlung_sozialer_Bewegungen.pdf)

Une rentrée politique qui fait débat….

Le principe de la charte de Porto Alegre (non participation des partis politiques) a été respecté. Pour autant, la question des prochaines élections législatives et celle de la création du nouveau parti de la gauche (Die Linkspartei) ont alimenté les discussions de beaucoup de participants en dehors des activités du Forum. Il est clair que le contexte politique et social qui a accompagné la tenue de l'événement est singulier. Après le succès populaire des « manifestations du lundi » et l'échec du gouvernement à répondre à la principale attente de la population, à savoir la lutte contre le chômage, la coalition Schröder est confrontée à une grave crise de légitimité. C'est pourquoi le chancelier a décidé d'anticiper la date initiale des élections générales au 18 septembre prochain suite à la sévère défaite rencontrée par son parti dans son bastion traditionnel deRhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW) le 22 mai lors des élections régionales. Même au sein de ses propres troupes dans le SPD, une remise en cause de l'application de la feuille de route néolibérale s'amplifie.

Cette défaite hautement symbolique en NRW s'est avérée incarner l'expression d'un « Non » catégorique de la population aux politiques néolibérales qu'elle se voit infliger par la coalition gouvernementale. Le pays n'a pas eu de référendum sur le projet de Constitution européenne, mais l'épisode Rhénanie-du-Nord-Westphalie peut être considéré comme un référendum de fait concernant la même question qui a été posée en France le 29 mai : pour ou contre le néolibéralisme ?

La tendance pour le « Non » se confirme de jour en jour. La population, notamment dans les zones de l'ancienne Allemagne de l'Est qui sont les plus touchées par les ravages de cette médecine, exprime clairement son intention de sanctionner massivement le néolibéralisme en Allemagne.

Une alliance électorale vient d'être scellée entre le Parti du socialisme démocratique (PDS) -
rebaptisé pour l'occasion « Le parti de la gauche » (chaque fédération peut décider d'utiliser le sigle « PDS » avec le nouveau nom) - etl'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG), rassemblement créé en 2004 par des responsables syndicaux et du SPD en rupture avec les choix du gouvernement. L'ancien président de SPD et Ministre des finances, Oskar Lafontaine, a désormais rejoint cette nouvelle force qui vient d'enregistrer 4 000 nouvelles adhésions le mois dernier. Ce phénomène illustre bien la crise de la représentation politique traditionnelle dont souffre le pays. De plus en plus de citoyens allemands considèrent les partis politiques comme une « vaste coalition pour le néolibéralisme » lorsque leur aspiration est de rejeter ce modèle.

L'alliance est créditée de 12 % des intentions de vote au niveau national et de 30 % dans l'est de l'Allemagne. Si les élections se tenaient aujourd'hui, elle deviendrait la troisième force du pays et la première à l'Est. Des dizaines de députés entreraient donc au Parlement allemand.

Cette situation sociale confirme le rôle qu'ont joué depuis quelques années les mouvements sociaux et citoyens, comme Attac Allemagne, dans la déconstruction de la norme libérale (« mobilisations du lundi », campagnes d'opinion).

Elle confirme également le poids de ces derniers dans le débat public même si les avis sont pluriels sur l'initiative électorale en cours. Certains s'en félicitent en louant sa crédibilité politique et ses premiers effets (forte réduction de l'extrême droite dans les intentions de vote notamment dans les couches populaires). D'autres sont plus critiques en invoquant la participation du PDS aux coalitions gouvernementale dans les Lands de Berlin et de Mecklenburg-Vorpommern où sont appliqués les recettes libérales. D'autres encore sont très critiques à l'égard du rôle joué par Oskar Lafontaine. Celui-ci a lancé une vive polémique, perceptible à Erfurt, suite aux positions qu'il a défendues à propos des travailleurs immigrés et au sujet de l'utilisation possible de certaines formes de « tortures » dans le cadre de « conditions spéciales ».

Préserver l'indépendance des mouvements sociaux et citoyens

Quoiqu'il en soit, tous les acteurs d'Erfurt s'accordent sur la nécessité de préserver la neutralité et l'indépendance des mouvements par rapport à ce processus. Les logiques des mouvements sociaux et

des partis politiques sont différentes et ne peuvent être confondues.
Attac Allemagne a d'ailleurs réaffirmé sa position. Elle ne soutient aucun parti ni aucun candidat. Tout membre de l'association souhaitant être candidat sur une liste électorale ne pourra se prévaloir de son appartenance à Attac. Il devra également se mettre en congé de responsabilités s'il exerce un mandat au sein de l'organisation.
La déclaration des mouvements sociaux réunis à Erfurt reflète ce même esprit. On peut y lire : *« Quelque soit la composition du prochain gouvernement, il devra compter avec notre forte résistance s'il poursuit le développement de politiques de casse sociale ».* Les participants de l'assemblée ont décidé d'organiser des mobilisations décentralisées avant les élections ainsi qu'une rencontre de bilan et de stratégie les 19 et 20 novembre.
Parmi les autres initiatives et dates mentionnées dans ce document figurent :

- le Conseil européen du 15 décembre à Bruxelles
- la tenue de la Coupe du monde de football pendant l'été 2006
- la tenue de la prochaine réunion du G8 en 2007 à Heiligendamm (Mecklenburg-Vorpommern)

Ces événements mobiliseront l'ensemble des forces du mouvement social et citoyen allemand.

Christophe Ventura,
chargé des relations internationales au siège d'Attac France

Sven Giegold,
porte-parole sur la fiscalité d'Attac Allemagne

2.- L'ERE WOLFENSOHN A LA BANQUE MONDIALE : UNE DECENNIE DE CONTRADICTIONS.

Texte : Walden Bello et Shalmali Guttal
Traduit de l'Anglais par Gilles Mendes, Gérard Robin et Alexandre Papadopoulos, de Coorditrad

Avec tout le tintamarre causé par la désignation de Paul Wolfowitz comme son successeur, la réputation du président sortant de la Banque Mondiale James Wolfensohn concernant sa direction de la Banque a jusqu'ici échappé à tout examen sérieux.
La présidence de Wolfensohn était ambitieuse .Choisi par le Président Bill Clinton en 1995 pour diriger le plus grand organisme de prêt mondial, l'Australien devenu Américain Wolfensohn avait promis de rendre la Banque plus réceptive aux besoins des pays en développement. L'institution a alors été identifiée avec les programmes d'ajustement structurels qui ont torturé les économies des pays en développement, sans apporter la croissance, et avec des projets controversés tels que les systèmes de réinstallation des terres, déstabilisants socialement et pour l'environnement en Amazonie et en Indonésie, et les grands barrages, comme le Arun III au Népal et le Sardar Sarover en Inde.

L'OFFENSIVE DES RELATIONS PUBLIQUES
Au début, les choses ont fonctionné selon la méthode Wolfensohn. Assisté par une machinerie de relations publiques bien huilée dirigée par l'ancien auteur économiste Mark Malloch-Brown (1), Wolfensohn a essayé de restaurer l'image de la Banque en tant qu'institution qui non seulement tournait le dos aux ajustements structurels, mais faisait de l'élimination de la pauvreté sa mission centrale, tout en promouvant la « bonne gouvernance » et les prêts responsables pour l'environnement. Des communications avec la société civile ont été instituées, particulièrement avec la création du Comité des ONG à la Banque Mondiale. Cependant, beaucoup d'organisations de la société civile, comme le réseau « 50 ans, ça suffit », se sont plaintes que les consultations de la Banque Mondiale avec la société civile faisaient partie d'une stratégie de « diviser pour régner » qui cherchait à

séparer les « ONG raisonnables » des « non raisonnables ». En fait peu d'ONG influentes ont été séduites par la promesse de Wolfensohn de réviser l'approche de la Banque et ses programmes.
Pendant la crise financière asiatique de 1997-98, Wolfensohn et son chef économiste Joseph Stiglitz ont réussi à dévier l'opprobre public de la Banque vers le FMI, quand Stiglitz et d'autres économistes de la Banque ont mis en question publiquement la sagesse des politiques de libéralisation des comptes en capital promues par le Fonds, qui ont joué un tel rôle dans la crise. La Banque a aussi essayé de détourner les critiques sur son propre rôle dans la gestion de la crise, en attribuant l'origine de la crise asiatique au « capitalisme des copains » dans les pays atteints par la crise, apportant de l'eau au moulin pour ses appels à une « bonne gouvernance ».

LE RAPPORT MELTZER

En février 200, comme un coup de tonnerre dans le ciel bleu, est paru le rapport de la Commission consultative sur les institutions financières internationales, commandé par le Congrès des Etats-Unis. Dirigée par l'universitaire conservateur américain Alan Meltzer, la Commission a produit nombre de conclusions dévastatrices basées sur les propres données de la Banque : 70% des prêts non subventionnés de la Banque étaient concentrés sur onze pays membres, et les 145 autres membres laissés à se disputer les 30% restants ; 80% des ressources de la Banque étaient destinées non aux pays les plus pauvres, mais à ceux qui bénéficiaient de notes de crédit positives et auraient pu ainsi lever des fonds sur les marchés internationaux des capitaux ; le taux d'échec des projets de la Banque était de 65-70% dans les sociétés les plus pauvres et de 55-60% dans l'ensemble des pays en développement. En bref, la Banque était non pertinente par rapport aux objectifs de sa mission déclarée, remédier à la pauvreté mondiale.
Privée des talents en relations publiques de Malloch-Brown, qui avait quitté la Banque pour diriger le Programme des Nations Unies pour le Développement, la Banque tatonna maladroitement dans sa réponse. Au grand dépit de Wolfensohn, peu de gens ont pris la défense de la Banque. En fait, il était intéressant de noter que beaucoup de critiques de la Banque, à travers tout le spectre politique gauche, droite et centre, étaient d'accord avec les découvertes du rapport, mais pas nécessairement avec la principale recommandation de réduire la Banque à une Autorité du Développement mondial, gérant les subventions et déléguant les programmes de prêts à des banques de développement régionales. Parmi eux se trouvait l'allié occasionnel de Wolfensohn, le gourou financier George Soros, qui était d'accord avec le conservateur Meltzer que « l'activité de prêteur de la Banque est inefficace, n'est plus appropriée, et dans certains cas contre-productive… et doit être réformée pour éliminer les conséquences négatives non intentionnelles ».

LA BANQUE MONDIALE ET LA BONNE GOUVERNANCE

Entre temps, les suites politiques de la crise financière asiatique ont mis à mal le but déclaré de la Banque Mondiale de promouvoir la « bonne gouvernance ». Ce but fortement proclamé était contredit par les révélations sur les relations de la Banque avec le régime de Suharto et l'engagement en Indonésie qui continua sous l'ère de Wolfensohn. Considérée comme un « pays de concentration » pour la Banque, quelque 30 milliards de dollars ont été acheminés vers la dictature indonésienne au cours d'une période de 30 ans. D'après Jeffrey Winters et d'autres spécialistes de l'Indonésie, la Banque a accepté des statistiques fausses, connaissait et a toléré le fait que 30% de chaque dollar de l'aide qu'elle accorda au régime était siphonné par des corrupteurs, légitimisait la dictature en la présentant comme modèle pour d'autres pays, et se satisfaisait de l'état des droits humains et du contrôle monopolistique sur l'économie par la clique de Suharto. La perte du pouvoir par Suharto suite aux évènements tumultueux de 1998 et 1999 a été parallèle à la perte de crédibilité de la rhétorique de la Banque au sujet de la « bonne gouvernance ».
La Banque a encaissé d'autres coups avec les nouvelles de corruption et négligence dans les projets d'infrastructure financés par la Banque. Notablement connus sont les projets hydrauliques des plateaux du Lesotho (LHWP) et le barrage des chutes de Bujugali en Ouganda. En 2001, la Cour Suprême du Lesotho a commencé à étudier les accusations de corruption entre plusieurs sociétés internationales de

construction de barrages et les autorités publiques en rapport avec le LHWP. Au lieu d'encourager un processus légal national et public, la banque a fait sa propre enquête secrète sur trois des compagnies accusées de payer des pots-de-vin et a conclu qu'il n'y avait pas assez de preuves pour les accuser de corruption. En 2002 la Cour Suprême du Lesotho a fini par accuser quatre compagnies de payer des pots-de-vin, parmi elles Acres International, un vieil allié et contractant favori de la Banque Mondiale et que la Banque avait blanchie dans sa propre enquête. Il prit à la Banque plus d'un an pour finir par annoncer que Acres International serait banni des contrats de la Banque Mondiale pour une période de trois ans.

LE FIASCO HIPC

Une autre initiative menée par la Banque sous le plan Wolfensohn pour réduire la dette du Tiers-Monde a aussi connu des difficultés. L'initiative de la Banque était conçue pour contre-balancer les demandes croissantes d'annulation totale de la dette par les pays en développement, qui étaient embourbés dans une dette massive depuis la crise du début des années 80. Considérant l'annulation de la dette comme peu réaliste, la Banque demanda une réduction de la dette. Ensuite elle réduisit fortement le nombre de pays éligibles à une réduction de la dette à 42 parmi les 165 pays en développement, d'où l'initiative HIPC (Pays pauvres très endettés). De plus elle stipula que la réduction de la dette pour les pays éligibles serait accordée par les grands pays créditeurs en échanges de « réformes économiques » entreprises par les débiteurs.

Proclamée à la réunion du G7 à Cologne en juillet 1999, l'initiative HIPC était en difficulté quelques années plus tard. Il ressortit qu'elle couvrait seulement 6,4% de la dette totale des pays les plus pauvres du monde, d'après les calculs de l'œuvre britannique Christian Aid. De plus en 2002, seulement 20% des 42 pays éligibles pouvaient satisfaire aux conditions imposées par la Banque et le FMI. Parmi ces 20, il a été révélé que malgré la réduction du stock de dette sous ce programme, quatre avaient en fait en 2002-2003 des paiements de service de la dette plus élevés que le service annuel de la dette payé en 1998-2000 ; cinq pays payaient en service de la dette autant qu'avant le HIPC ; et six pays avaient le service de la dette réduit d'un modeste $15M. Répondant aux critiques disant que la réduction de la dette due à la HIPC était mince, la Banque Mondiale a accusé les prix plus bas pour les exportations des pays en développement mais a admis que la moitié des pays couverts par la HIPC auraient encore des charges de dette insupportables à la fin du programme.

Le Rapport de la Banque sur l'état de la mise en œuvre de la HIPC daté du 3 septembre 2002 a démontré que la stratégie de la Banque pour les pays de l'HIPC « s'exporter eux-mêmes de la dette » par des exportations de matières premières de base ne fonctionne pas. Les indicateurs de la dette se sont particulièrement dégradés pour les pays dépendants des exportations de coton, noix de cajou, poisson et cuivre. Cependant, à l'exception du tripotage des chiffres ici ou là, des « clauses de déclin » et des « clauses de garantie », la stratégie HIPC est restée inchangée et la Banque n' a fait aucun effort pour la réviser, sur la base des preuves apportées par ses propres rapports internes.

L'AJUSTEMENT STRUCTUREL SOUS UN AUTRE NOM

Les Programmes de stratégie de réduction de la pauvreté (PRSP) ont été promus par Wolfensohn pour remplacer les Programmes d'ajustement structurel très discrédités qui ont été la principale approche de la Banque et du FMI depuis les années 80. La rhétorique du changement, cependant, n'a pas égalé la réalité de la continuité, d'après plusieurs études menées par des groupes de la société civile. D'après une étude exhaustive faite par le Réseau Européen sur la Dette et le Developpement , alors que les PRSP insistent sur l'importance des réseaux de protection sociale et de la réduction de la pauvreté, les réformes macroéconomiques prescrites pour les mettre en œuvre restent « non discutées » et ne se distinguent pas des cadres macroéconomiques centrés sur une croissance rapide par les privatisations et la libéralisation. De plus, « l'approche participative » des PRSP, tant vantée, se limite à « quelques consultations avec quelques organisations dominantes de la société civile (CSO) plutôt qu'à un dialogue public substantiel sur les causes de l'incidence de la pauvreté ».

Une enquête détaillée de Focus on the Global South sur les PSRP au Vietnam, en RDP du Laos et au Cambodge est encore

plus fulgurante dans ses conclusions, qui ont trouvé la même formule passe-partout de dérèglementation, libéralisation et commercialisation des droits à la terre et aux ressources naturelles : « le PSRP est un programme complet d'ajustement structurel, au nom des pauvres » (voir http://www.focusweb.org/main/html/modules.php?Op=modload&name=Newsandfile=article&sid=252)

LA BANQUE MONDIALE ET L'ENVIRONNEMENT

L'effort de Wolfensohn pour convaincre le monde que la Banque Mondiale devenait une agence sensible à l'environnement a été mort-né. En 1990, beaucoup d'écologistes ont été consternés que la Banque devienne l'agence principale de la Global Environmental Facility, une filière multilatérale pour les prêts liés à l'environnement, car elle était un des principaux prêteurs pour des projets d'infrastructures déstabilisantes pour l'environnement. Les actes de Wolfensohn, contrairement à ses paroles, n'ont fait que confirmer leurs craintes. Sous Wolfensohn, la Banque a été un partisan dévoué de l'oléoduc controversé Tchad-Cameroun, qui pourrait sérieusement endommager des zones écologiquement fragiles comme la forêt camerounaise du littoral atlantique. De plus la direction de la Banque a été prise en violation de ses propres règles sur l'environnement et la réinstallation des populations quand elle a essayé de promouvoir le Projet de réduction de la pauvreté en Chine de l'Ouest, qui aurait transformé un écosystème aride faisant vivre des minorités pastorales de Tibétains et de Mongols en un pays agricole pour des populations venues d'autres parties de la Chine. La pression mondiale de groupes de la société civile a forcé l'annulation de certains des pires aspects de ce programme, mais d'autres composantes menaçantes pour l'environnement ont été approuvées.
Un coup d'œil au portefeuille de prêts de la banque fait par l'organisation environnementale internationale des Amis de la Terre a révélé la réalité derrière les paroles : les prêts pour l'environnement en pourcentage des prêts totaux sont passé de 3,6% pendant l'année fiscale 1994, à 1,02% en 1998 ; les fonds alloués aux projets environnementaux ont diminué de 32,7% entre 1998 et 1999 ; et en 1998 plus de la moitié de tous les prêts du secteur privé de la Banque Mondiale ont été à des projets déstabilisant l'environnement, tels que des grands barrages, des routes et des centrales électriques. Il n'est pas surprenant que, à l'Assemblée de la Global Environmental Facility à New Delhi en 1998, la Banque a exprimé une critique sévère pour faire avorter les objectifs de la GEF en tant que groupe international d'experts.
L'équipe en charge des problèmes d'environnement de la Banque était tellement marginalisée au sein de la bureaucratie que Herman Daly, un économiste et écologiste distingué, a quitté son poste parce qu'il sentait que lui et les autres écologistes maison avaient une influence minime sur la politique de l'agence.

LA GESTION DE LA SOCIETE CIVILE

L'opposition aux projets ayant des effets négatifs économiques, sociaux et environnementaux ont déclenché les efforts de Wolfensohn pour gérer les critiques de la société civile par des « engagements constructifs » et des « dialogues entre parties prenantes ». Les plus importants étaient la Revue participative des ajustements structurels (SAPRI), la Commission mondiale sur les barrages (WCD) et la Revue des Industries extractives (EIR).Bien que centrées sur différents domaines des opérations de la Banque, les trois initiatives visaient à conduire les critiques de la Banque autour d'une table de négociations, par l'offre de prouver que la Banque était prête à changer, à écouter ses détracteurs et à mieux répondre aux critiques sur son fonctionnement et sur ses pratiques. Mais la réalité a prouvé juste le contraire et dans les trois cas, la Banque s'est montrée non disposée à accepter, sinon à agir, sur les résultats de ces initiatives. Un bref regard aux trois initiatives serait instructif pour ceux qui gardent des illusions sur le fait que le dialogue avec la Banque conduirait à des changements substantiels dans son fonctionnement et ses politiques.

INITIATIVE DE REVUE PARTICIPATIVE DES AJUSTEMENTS STRUCTURELS

L'approche « bienveillante » de Wolfensohn a été testée et a échoué dans le tout premier exercice « d'engagement constructif » auquel il engagea la Banque par la SAPRI. Wolfensohn était arrivé à la Banque Mondiale en 1995, alors que la

campagne « 50 ans ça suffit » prenait de l'ampleur. Une fusion des groupes sur la justice économique et sur l'environnement qui pointait les résultats désastreux de la Banque sur les PAS , les projets d'infrastructure et d'énergie, la Campagne des 50 ans et la couverture par les media qui s'ensuivit menacèrent Wolfensohn de l'échec de sa présidence avant même qu'il ait commencé son mandat. Dans une tentative pour désamorcer les attaques des critiques externes sur la Banque et peut-être d'annoncer l'aube d'une « nouvelle » Banque Mondiale, Wolfensohn accepta le défi de la société civile pour conduire une évaluation conjointe banque-société civile-gouvernement des Programmes d'ajustement structurels (PAS) et accepta de participer à l'initiative SAPRI, qui fut finalement lancée en 1997.

SAPRI était conçue comme un exercice de terrain tripartite avec une équipe de la Banque nommée par Wolfensohn pour développer une méthodologie transparente et participative pour rassembler et documenter les faits sur l'influence des PAS de la Banque Mondiale et du FMI aux niveaux local et national dans sept pays. Ceci comprenait des ateliers locaux, des débats nationaux et des recherches sur le terrain. Le processus était également mis en oeuvre par les organisations de la société civile dans deux autres pays où la Banque et les gouvernements refusèrent de participer.

Malgré l'accord sur les règles communes de l'exercice et la méthodologie de la revue, l'équipe de la Banque Mondiale joua un rôle d'obstruction tout au long du processus SAPRI. Par exemple, lors des débats publics, au lieu d'essayer d'écouter et d'apprendre les faits présentés par les représentants de la société civile sur les effets des PAS, le personnel de la Banque contesta presque toujours les arguments et à la fin, prétendit que les présentations lors des débats (qui faisaient partie des données qualitatives convenues) constituaient des « faits anecdotiques ». De même, quand la société civile au niveau national fut d'accord pour accepter les résultats des recherches conjointes malgré des réserves, la Banque trouva presque toujours des erreurs graves dans les rapports préliminaires. Au Bangladesh, la Banque eut plus de 50 pages d'objections au rapport conjoint, couvrant quatre ou cinq sujets. Les groupes de la société civile cependant insistèrent pour que la Banque adhère aux engagements qu'elle avait pris sur la méthodologie et le processus et avancèrent avec des enquêtes de terrain d'où un nombre croissant de données commencèrent à émerger, au sujet des effets des PAS sur les fermiers, les travailleurs, les organisations de femmes et de populations indigènes, et même des gouvernements. Beaucoup de ministères participèrent de bonne foi à ces recherches, bien qu'ils aient eu peur au sujet de la bonne volonté de la Banque d'accepter les résultats.

Au fur et à mesure que la capacité de la Banque à contrôler les processus nationaux décroissait, sa capacité à contrôler les résultats de la Revue décroissait aussi. Bien avant d'arriver aux débats nationaux finaux et aux conclusions, les enquêtes de terrain montraient déjà des problèmes majeurs dans tous les aspects des programmes d'ajustement- de la libéralisation des secteurs de la finance et du commerce à la privatisation des services publics et aux réformes du marché du travail. Hésitante à publier ces résultats, l'équipe de la Banque fit fi d'un accord (écrit) antérieur, à savoir de présenter tous les résultats de la SAPRI dans un grand forum public à Washington DC, en présence de Wolfensohn .Au lieu de cela , la Banque fit le choix d'une rencontre technique fermée et d'une petite rencontre planifiée alors que Wolfensohn n'était pas en ville. Plus important encore, la Banque insista pour que la société civile et elle écrivent chacune des rapports séparés. Le rapport de la Banque utilisa les recherches commanditées par elle-même comme base pour ses conclusions et se référa à peine au processus de cinq ans de la SAPRI. En août 2001 la Banque se retira de la SAPRI et enterra l'exercice en totalité, et sauf à dire qu'elle avait beaucoup appris de SAPRI, la Banque ne s'engagea pas à amender ses pratiques de prêts selon les résultats de SAPRI .

Le 15 avril 2002, le rapport SAPRI complet (sous le nom de SAPRIN pour inclure les résultats des deux pays où la société civile fit ses recherches sans participation de la Banque) a été rendu public et a reçu une immense couverture par les media. La Banque entra dans la mêlée à nouveau, et Wolfensohn a demandé une réunion avec les membres de SAPRIN. Il exprima des regrets sur le fait que lui et son équipe n'aient pas été en relations avec SAPRI et promit de lire le rapport et de le discuter sérieusement dans un proche avenir. A

cette date, cependant, ni la Banque, ni Wolfensohn n'ont montré aucun engagement à revoir et à apporter des changements à leurs prêts structurels. Au contraire, les politiques d'ajustement structurel continuent d'être le pilier de la Banque et du Fonds pour les PRSP , la Réduction de la Pauvreté et l'Aide au Développemen (PRGF).

LA COMMISSION MONDIALE DES BARRAGES (WCD)

A l'instar du SAPRI (Structural Adjustment Participatory Review), la WCD s'est avérée être une épine dans le pied de la Banque Mondiale. Etablie en 1997 suite à une réunion tenue à Gland en Suisse par la Banque Mondiale et l'Union pour la Préservation du Monde (IUCN), la WCD fut la première institution à mener une enquête globale indépendente et exhaustive de l'efficacité sur le développement des grands barrages et à proposer des normes internationales acceptables afin d'améliorer l'évaluation des coûts, le planning, la construction, le fonctionnement et le financement de projets de grands barrages. Bien que co-parrainé par la Banque Mondiale, la WCD tire son origine des nombreuses batailles menées contre les barrages par les communautés affectées par leur construction ainsi que des ONG du monde entier, en particulier les projets financés par la Banque Mondiale depuis le milieu des années 80. Présidée par le Ministre Sud-Africain des Ressources Aquatiques Kader Asmal, la WCD était formée de douze commissaires de milieux éminents, incluait des représentants de l'industrie des barrages, d'organisations civiles, du secteur publique et académique. Sur une période de deux ans et demi la WCD a ordonné une recherche considérable et a reçu près de 1000 demandes de par le monde sur les aspects environnementaux, sociaux, économiques, techniques, intitutionnels et productifs des grands barrages. Le travail de la commission était suivi par le Forum de la Commission Mondiale des Barrages, qui était constitué de représentants d'instituts de recherche, d'ONG, de gouvernements donateurs, du secteur privé et d'institutions multilatérales telles que la Banque Mondiale.

Le rapport final de la WCD intitulé "Barrages et développement : un nouveau cadre de prise de décision", fut émis par Nelson Mandela à Londres en novembre 2000. Malgré les différences profondes des différents milieux et des différentes perspectives politiques parmi toutes les parties impliquées dans le processus, le rapport de la WCD fut largement acclamé et considéré comme un cadre progressiste et désintéressé pour la prise de décisions de l'agenda futur de l'eau et l'énergie.

Bien que la WCD travailla indépendemment de la Banque Mondiale, cette dernière joua un rôle plus actif dans la production du rapport de la WCD que n'importe quelle autre institution. Les représentants de la Banque furent des participants actifs du Forum de la WCD, et la Banque fut consultée à chaque étape de programme de travail de la WCD. Wolfensohn, le président de la Banque Mondiale, a même décrit avec enthousiasme ce processus comme un modèle pour les futures négociations multi-latérales. Cependant cette rhétorique ne s'est pas traduite en engagements à en croire des éléments rassemblés par la WCD, ou à appliquer les nouvelles directives proposées par le Rapport de la Commission.

Alors que le Rapport de la Commission Mondiale des Barrages (WCD) était accueilli à bras ouverts par les donateurs bilatéraux, par d'autres banques multilatérales (telles que la Banque au Développement Asiatique et la Banque au Développement Africain) et même certaines associations d'industriels (telles que la Commission Internationale des Grands Barrages – ICOLD), la réponse de la Banque Mondiale quant à elle révéla un manque cruel de volonté d' apprendre véritablement des erreurs du passé, et va jusqu'à déformer les conclusions du Rapport. A la publication du rapport en novembre 2000, Wolfensohn déclare que la Banque consultera les opinions de ses actionnaires. La position conséquente de la Banque vis à vis de la WCD s'est basée essentiellement sur l'avis des agences gouvernementales de construction de barrages dans les principaux pays constructeurs, qui rejetèrent les conclusions du Rapport ainsi que ses directives, et les jugèrent inapplicables, voire nuisibles au développement. Dans une déclaration du 27 mars 2001, la Banque affirme que « suite aux éclaircissements fournis par la présidence du WCD, la Banque Mondiale n'adoptera pas les 26 directives mais les utilisera comme points de référence dans

les projets d'investissement dans les barrages à venir », et d'ajouter « qu'il s'agit là d'un dialogue hautement constructif sans précédent entre les différentes parties. La Banque Mondiale croit que de tels dialogues sont d'une importance capitale pour les nombreux débats et la controverse qu'ils sucitent sur le développement, et elle continuera d'y participer dans le futur. ».

En 2001, la Banque Mondiale s'est lancée dans une réévaluation de sa politique de réinstallation et d'une nouvelle Politique des Ressources en Eau (WRSS), mais n'a réellement pas tenu compte des recommandations d'aucun des documents du Rapport de la WCD. Au contraire, les deux politiques reflètent un tirage vers le bas des normes en matières sociales, environnementales et économiques des projets soutenus par la Banque Mondiale. Dans une lettre adressée au président Wolfensohn du 12 juillet 2002, les douze commissaires de la WCD déclarèrent : « étant donné que l'effort principal de la WRSS l'amène à recommander que la Banque s'engage de manière active dans le financement de construction de barrages à grande échelle (considéré par la WRSS comme infrastrucures hydrauliques à haut-riques et à haute-rentabilité), nous pensons qu'il n'est pas raisonnable d'écarter sans justifications ni explications les recommandations du tout premier examen mondial des barrages, atteint à travers un consensus et développé au tavers d'un processus de participation extensive, avec le soutien de la Banque Mondiale ».

L'EVALUATION DES INDUSTRIES D'EXTRACTION (EIR)

L'expérience de la Commission Mondiale des Barrages (WCD) a été revécue lors d'un autre « dialogue entre différentes parties » avec l'Evaluation des Industries d'Extraction (EIR). L'EIR était prévue pour Septembre 2000 lors de la réunion annuelle de la Banque Mondiale et du FMI à Prague. Critiqué lors d'un rassemblement public international des Amis de Terre par le directeur de l'association Ricardo Navarro sur l'impact des projets d'exrtraction de pétrole, de gaz et de minerai financés par la Banque Mondiale, Wolfensohn répond – à la grande surprise de son équipe – que la Banque entreprendrait une évaluation globale afin de déterminer si l'implication de la Banque dans les industries liées à l'extraction était en cohérence avec son but premier de réduire la pauvreté. Avec à sa tête l'ancien ministre de l'environnement Indonésien Emil Salim – lui-même une figure controversée aux yeux des mouvements environnementaux populaires, l'EIR avait un but moins ambitieux et était moins indépendant et moins participatif que la WCD. Probablement, ayant considéré certains enseignements de l'expérience du WCD, la Banque Mondiale a essayé de mieux maîtriser les recherches et consultations de l'EIR et, malgré la protestation des mouvements populaires et des ONG impliqués dans l'EIR, l'équipe dirigeante de la Banque ont continué à surveiller scrupuleusement les données qu'ils fournissaient au processus. Les associations et ONG se sont fermement battus pour avoir l'assurance que des chiffres exacts de l'impact des industries minières seraient fournis à l'EIR.

Le Rapport de l'EIR publié à Lisbonne le 11 décembre 2003 s'avéra, malgré l'ingérence de la Banque Mondiale, un document étonamment puissant. Bien que le Rapport ne répondait pas à toutes les questions et demandes des mouvements associatifs et des ONG, il tenait un langage ferme et recommandait que la Banque ainsi que ses *bras droits* du secteur privé, la Corporation des Finances Internationales (IFC), retire progressivement ses billes du pétrole, des mines et du gas naturel dans les cinq ans, et qu'ils reconcentrent leurs finances sur les énergies renouvelables. Ce rapport engendra un tollé parmi les investisseurs privés (tels que Citibank, ABN Amro, WestLBet Barclays) pour qui l'implication de la Banque dans ces domaines particuliers est essentielle tant qu'ils ne sont pas capables de financer ces projets eux-même.

A l'instar du Rapport de la WCD, la Banque Mondiale ignora la plupart des recommandations importantes du Rapport de l'EIR. Suite à sa publication, une *fuite* révéla la réponse de l'équipe dirigeante de la Banque (au nom de Wolfensohn, son président) qui rejetait clairement la proposition du retrait de la Banque des industries d'extraction en 2008. Le rapport des dirigeants de déclarer "adopter une telle politique ne serait pas cohérent avec la mission du groupe de la Banque Mondiale qui est d'aider à combattre la pauvreté et à améliorer le niveau de vie des peuples des pays en développement", et d'ajouter que l'arrêt du financement des projets pétroliers

“pénaliserait de manière injuste les plus petits des pays pauvres qui ont besoin des revenus de leurs ressources minières pour stimuler leur croissance économique et réduire leur pauvreté”. Atitre d'exemple, le rapport citait le Tchad et le Cameroun, où la Banque avait financé la construction d'un pipeline dédié au pétrole malgré l'opposition farouche des communautés locales et des environnementaux, et qui avait été couvert d'opprobe suite aux violations des Droits de l'Homme et des normes en matière d'environnement. Etonnamment, la Banque justifia son implication directe dans les industries minières car elle permettait d'assurer la conformité aux normes sociales et environnementales, celà bien malgré toutes les preuves du contraire.

Interrogé à l'occasion d'une cérémonie de remise de prix à l'Université de Georgetown à Washington DC le 25 février 2004, sur la réponse des dirigeants de la Banque Mondiale au Rapport de l'EIR, Wolfensohn répondit qu'il ne l'avait pas lu avant la publication dans la presse de sa copie *égarée*. Par ailleurs il déclara qu'il avait appris que le Rapport n'était pas un rapport consensuel, et que la Banque avait aussi des comptes à rendre aux acteurs qui ne faisaient pas partie du consensus représenté. Là encore se répéta le scénario qui avait suivi le Rapport de la WCD, quand Wolfensohn se cacha derrière sa rhétorique des « pays du Sud » argument comme quoi par la faute des gouvernements du Sud qui refusaient les recommandations de l'EIR, la Banque Mondiale ne pourrait pas tenir fermement l'engagement de mettre en œuvre la plupart de ces recommandations telles que le respect des Droits de l'Homme et l'assurance que les projets pétroliers, miniers ou d'extraction de gaz seraient créés avec le libre et préalable consentement des populations indigènes locales.

Le 9 février 2004 à Melbourne, Wolfensohn se vit adressé une lettre de cinq lauréats du prix Nobel – l'archévêque Desmond Tutu, Jody Williams, Sir Joseph Rotblat, Betty Williams et Mairead Maguire, le conjurant d'adopter les recommandationsde l'EIR. Dans la lettre les cinq lauréats déclarent : « Nous vous encourageons grandement, et ce dans le plus bref délai possible, à adopter l'esprit de ce rapport et à accepter ses recommandations dans leur intégralité, vous qui prônez une politique de progrès », et ajoutent : « La guerre, la pauvreté, les bouleversements climatiques, l'appât du gain, la corruption, ainsi que les violation avérées des Droits de l'Homme – toutes ces plaies sont bien trop souvent liées au pétrole et aux industries minières. Votre volonté de créer un monde sans pauvreté ne doivent pas exacerber ces problèmes. L'Evaluation vous donne l'incroyable opportunité de consacrer les ressources du Groupe de la Banque Mondiale d'une manière véritablement orientée vers un meilleur futur pour toute l'humanité. ».

Alors que la Banque est l'instigateur et le parrain des WCD et EIR, elle refuse d'en adopter les conclusions dans leurs principes même, se réfugiant derrière l'opposition de ses clients des grands pays émergents comme la Chine et l'Inde. Fin 2004, la Banque Mondiale a annoncé qu'elle définirait un nouveau cadre pour appréhender l'impact socio-environnemental des projets qu'elle finance. Son approche « systémique des pays » résiderait principalement sur des normes et des systèmes socio-environnementaux de gouvernements emprunteurs (par exemple, par le biais d'institutions de compétentence nationales, régionales, ou semi-privées, et de lois appropriées, régulations, règles, procédures et registres) plutôt que dans ses propres politiques protectrices dans la création des nouveaux projets. Bien que la Banque soit dans tous les cas de figure censée se conformer avec les politiques nationales, ses politiques protectrices existantes (bien que non respectées par l équipe de la Banque elle-même) fournissent au moins un panel minimum de normes sur lesquelles la fiabilité des engagements de la Banque peuvent être assurés. La nouvelle approche « systémique des pays » dégagera sûrement la Banque de telles responsabilités puisqu'elle peut aisémment prétendre que les projets sont mus par les désirs et besoins de ses emprunteurs plutôt que par ses propres politiques centrales.

LES LIMITES DE LA REFORME

La presse ainsi que de nombreuses ONG ont soulevés la question de capacité d'autonomie que Wolfensohn possédait dans sa refonte des politiques de la Banque basées sur les résultats du SAPRI, de la WCD et de l'EIR. Wolfensohn était-il de bonne foi dans ses discours, et aurait manqué ses engagements sous les

pressions intenses du FMI, du trésor américain et des autres pays du G7? Ou bien Wolfensohn était-il plein de bonnes paroles et sans intention d'agir, plus soucieux de sa propre image que du sort de ces initiatives, et a refusé d'utiliser ses atouts politiques si cela compromettait sa positions avec les plus grandes puissances qui contrôlent l'économie mondiale?

En analysant l'expérience du SAPRI, Doug Hellinger de l'ONG Development Gap basée à Washington DC, a déclaré que Wolfensohn « ne suivrait pas les conclusions accablantes qui ont émergé des rapports plus loin que ce que son équipe et ses pairs le lui permettraient. Alors qu'il disait à ses dirigeants qu'il avait laissé derrière lui sa vie de banquier des finances pour lancer un assaut frontal à la pauvreté dans le monde, pendant toute sa présidence il a systématiquement refusé de de risquer de perdre son capital politique, et encore moins sa place ou son futur poste, chaque fois que dans son périple il s'est trouvé confronté aux puissants intérêts derrière les programmes d'ajustement. Laissez les sociétés civiles ou peut-être son économiste en chef faire le sale boulot, mais en fin de compte, Wolfensohn comme tous ses moins flamboyants prédécesseurs, aura consciencieusement rempli sa tâche qui consiste à préserver ces fameux intérêts économiques et financiers. »

Les relations de plus en plus houleuses entre les les sociétés civiles et Wolfensohn ont atteint un point critique lors du tumultueux rassemblement annuel de la Banque et du FMI à Prague en septembre 2000, qui a du être écourté à cause des manifestations de masse. Confronté à une liste de reproches profondémment justifés documents à l'appui, au célèbre débat au Château de Prague, Wolfensohn perdit son sang froid s'exclamant : « Moi et mes collègues nous nous sentons bien en allant au travail chaque jour. » Cette déclaration est à mettre en parallèle avec celle du directeur général du FMI Horst Koehler lors du même débat : « J'ai un coeur, mais j'utilise aussi ma tête pour prendre des décisions. »

LES ANNEES DE LA JUNGLE

Courant 2001, avec l'arrivée d'une administration conservatrice à la Maison Blanche, le futur libéral de Wolfensohn devint incertain. Meltzer et les partisans de sa nemesis sont devenus ses supérieurs.

Il passa ses quatre dernières années dans un bureau à sagement acquiesser à la « bilatéralisation » par l'administration Bush du programme de la Banque Mondiale pour soutenir ses guerres d'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak. En Afghanistan, en plus d'accorder 570 millions de dollars et d'accompagner l'effort US en levant des milliards de dollars pour la reconstruction, Wolfensohn exprima l'intérêt de la Banque à participer au financement d'un pipeline pour acheminer les réserves massives de gaz naturel à travers l'Afghnistan, en provenance du très verrouillé Turkmenistan vers l'Inde et le Pakistan, un projet profondémment désiré par les companies énergétiques US soutenues par le vice-Président Américan Dick Cheney.

En Irak, Wolfensohn, poussé par Washington, débloqua entre 3 et 5 milliards de dollars pour la reconstruction, et accepta de diriger l'Iraq Trust Fund pour acheminer l'argent nécessaire au projets de développement entrepris par le régime d'occupation, plus particulièrement ceux qui concernaient les « bâtiments de grande capacité » dans le secteur privé, un objectif principal pour l'administration Bush.

Mais Wolfensohn ne put empêcher l'érosion de son autorité et de son prestige. Dénigré par la Maison Blanche car proche de Clinton, il était aussi vu par les gouvernements des pays en développement comme un canard boîteux dont la rhétorique réformiste correspondait plus à la poussée unilatéraliste de la politique du gouvernement Américain.

Puis vint la rédemption sous la forme de Paul Wolfowitz avec sa scandaleuse nomination à la succession de Wolfensohn. Dans les faits, la réputation de James Wolfensohn a été sauvée par George Bush : la peur de Wolfowitz était telle, que le sortant Wolfenson, vu maintenant à travers des lunettes roses, est en voie d'être cannonisé comme le Saint Patron du développement.

Que pouvons nous apprendre de l'ère Wolfensohn au sein de la Banque Mondiale? A plusieurs moments de sa présidence il aura eu dans ses mains l'opportunité d'au moins ralentir la trajectoire destructrice de

la Banque, sinon de l'inverser. Il avait le soutien (bien que mesuré) des plus féroces critiques de la Banque pour ré-examiner objectivement les politiques, les programmes et les projets de la Banque dans le but mettre fin à ses pires excès. Mais Wolfensohn a transformé ce qui aurait pu être une victoire potentielle de la Banque, en une cuisante défaite. La Banque est maintenant discréditée non seulement pour ne pas avoir son but proclamé de « créer un monde sans pauvreté », mais aussi pour son incompétence et son absence de volonté à tenir parole et à tenir les engagements qu'elle a publiquement annoncés lors des divers « dialogues multpartites ». Maintenant plus que jamais la Banque Mondiale est synonyme de double-langage, d'opacité et de double-jeu.

A tort ou à raison, le plus important à retenir de la décennie Wolfensohn est que la Banque Mondiale est trop grande, trop politique, et trop au centre de la structure capitaliste menée par les USA pour être changée par un seul individu, même quelqu'un d'aussi charismatique et rusé que James Wolfensohn. Finalement, la Banque sert à l'expansion des intérêts stratégiques et financiers des Etats-Unis. Wolfensohn n'a pu qu'influer sur les performances en marge du processus. Maintenant même cette insignifiante marge de manoeuvre en vue d'opérer une réforme *cosmétique* est sur le point de disparaître quand on voit Paul Wolfowitz, dont le nom est synonyme d'unilatéralisme, accéder à la présidence de la Banque Mondiale.

*Walden Bello et Shalmali Guttal sont membres de l'équipe à Bangkok l'organisation de recherche, d'analyse et de défense Focus on Global South. La majeure partie de ce rapport est tirée du dernier ouvrage de Bello Les Dilemmes de la Domination : le Renversement de l'Empire Américain (NewYork, Henry Holt and Company, 2005)

Les auteurs voudraient souligner la contribution de Janneke Buil (Friends of the Earth International), Doug Hellinger (the Development Gap), L.C. Jain (organisateur et économiste), Peter Bosshard (International Rivers Network), Patrick McCully (International Rivers Network) et Soren Ambrose (50 Years is Enough).

(1)La carrière de Malloch-Brown a connu une ascension fulgurante au sein de l'organisation des Nations Unies : il a récemment été désigné à un poste nouvellement créé au bureau du secrétaire-général des Nations Unies, et il est maintenant responsable des relations entre les USA et l'ONU.